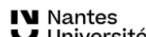


L' /i/n/i/t/i/a/t/i/v/e



RECOMMANDATIONS SÉNATORIALES SUR L'UNIVERSITÉ : LA RÉPONSE DE **L'INITIATIVE** À UN RAPPORT QUI IGNORE LES FAITS ET L'EXPERTISE DE TERRAIN

L'association *L'initiative*, qui réunit six universités de recherche engagées au cœur de leurs territoires (CY Cergy Paris Université, Université Clermont Auvergne, Université Gustave Eiffel, Nantes Université, Université de Pau et des pays de l'Adour et Université de Lille), a pris connaissance du rapport de la commission d'enquête sénatoriale et souhaite faire part de son inquiétude pour l'avenir du modèle français de l'enseignement supérieur et de la recherche publics.

Changer de modèle : la tentation du repli et de la sélection

Nous déplorons que six mois de travaux parlementaires débouchent sur un récit de rupture qui ignore les démonstrations et les faits présentés sous serment lors de notre audition du 26 mai dernier.

Nous refusons le changement profond que préconise le rapport. Faire de la sélection à l'entrée et la restriction de l'accès à l'université la réponse aux difficultés rencontrées en licence revient à traiter les conséquences plutôt que les causes. Et faire payer davantage les étudiants ne résoudra pas le sous-financement structurel des universités ; cela risque en revanche de renforcer les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur.

Ce sont bien deux modèles qui s'opposent. Celui que propose la commission du Sénat : une université qui réduit le nombre d'étudiants et leur demande de financer leurs études. Et celui que nous défendons : une université exigeante et ouverte, qui investit dans l'orientation, l'accompagnement et la réussite.

Un diagnostic de terrain écarté au profit d'idées reçues

De nombreuses affirmations de la commission écartent les données réelles et vérifiables issues du terrain. En ce qui concerne le prétendu « gaspillage » du premier cycle ou le « fardeau » des étudiants internationaux, *L'initiative* rappelle que l'insertion professionnelle

est réelle dans ses établissements (90 % à 95 % d'emploi à 12 mois), que l'apport économique et scientifique des étudiants étrangers est majeur (et démontré par un rapport de Campus France), ou que la réorientation n'est pas un échec mais un investissement rentable (1 € investi = 2,7 € de gains sociaux selon une étude de l'Institut des Politiques Publiques (IPP).

Totalement absent des débats et jamais présenté ni évoqué lors de notre audition du 26 mai, un sondage d'opinion (CSA) a été utilisé au dernier moment pour servir de caution. L'initiative interroge le recours à un tel procédé.

Rappel de la vision portée par L'initiative

Face aux préconisations sénatoriales qui mettent à mal les fondements même d'un service public conciliant ouverture et excellence, L'initiative réaffirme la vision portée par sa présidente, Carine Bernault, dans son propos liminaire devant la commission :

« Parler de l'enseignement supérieur sans parler de la recherche, c'est nier l'idée même d'université [...]. L'excellence ne doit pas être un prétexte pour gommer le rôle social et démocratique de nos universités. Nos établissements ne sont pas des centres de coûts : à elles seules, les six universités de L'initiative génèrent près de 4 milliards d'euros d'activité économique chaque année et soutiennent 83 500 emplois. Pour 1 euro de subvention publique investi, nos universités produisent en moyenne 2,7 euros d'activité économique. L'excellence ne se décrète pas en sélectionnant par l'argent ou en fermant nos portes, elle se construit en investissant massivement et courageusement dans la jeunesse de notre pays. »

 [Consulter l'intégralité du propos liminaire de Carine Bernault sur le site de L'initiative](#)

 [Consulter la tribune signée par les six présidents en juillet 2026 : « Pour un nouveau pacte entre l'État et les universités »](#)

Diffusion et appel

L'Initiative appelle les décideurs publics et la représentation nationale à ne pas céder aux raccourcis démagogiques et à fonder le débat démocratique de 2027 sur la réalité des faits et sur la contribution essentielle de l'université publique à notre pays : son impact social et économique, bien sûr, mais aussi sa capacité à former les nouvelles générations, à produire et diffuser les connaissances, à faire progresser la recherche et l'innovation, et à éclairer les grands choix collectifs.

Contact Presse :

Serge Defois - Délégué général – 06 45 75 07 65 - delegue-general@initiative.eu

À propos de L'initiative

L'initiative est une association fondée en avril 2024 qui réunit six établissements : CY Cergy Paris Université, Université Clermont Auvergne, Université Gustave Eiffel Paris, Nantes Université, Université de Pau et des pays de l'Adour et Université de Lille. Ces six établissements sont tous lauréats I-SITE, un label d'excellence créé en 2014 par l'État dans le cadre du Plan investissement d'avenir (PIA) devenu France 2030 et délivré par un jury international pour distinguer les universités qui valorisent des atouts scientifiques thématiques distinctifs, reconnus sur le plan international, et qui, sur leur territoires, en font un levier d'entraînement et un point d'appui de leur stratégie de développement et de partenariat avec le monde socio-économique.